QUÉBEC
MRC DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC

Séance ordinaire du conseil de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, tenue le mercredi 9 avril 2025 à 20 h à la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 3000, chemin d'Oka à Sainte-Marthe-sur-le-Lac et via Facebook en direct.

Sont présents :

- Mme Priscilla Lamontagne, conseillère*
- Mme Claire Wallot, conseillère*
- Mme Line Surprenant, conseillère*
- M. Francis Limoges, conseiller*
- M. Marc-André Daoust, conseiller*
- Mme Julie Pelletier, conseillère*
- M. Alex Brisebois-Proulx, conseiller*
- M. Loïc Boyer, conseiller*

Formant le quorum du conseil sous la présidence du maire François Robillard.

Sont aussi présents :

- Mme Stéphanie Bélisle, directrice générale*
- M. Marc-André Lefebvre, directeur général adjoint*
- M. Louis Pilon, greffier et responsable des services juridiques (en visioconférence)*
- Mme Judith Emond, conseillère aux communications et médias sociaux*

SUR CE :

2025-04-094

ORDRE DU JOUR - ADOPTION

En conséquence :

Il est proposé par la conseillère Line Surprenant et résolu unanimement

D'adopter l'ordre du jour tel que soumis.

ADOPTÉE

PÉRIODE D'INTERVENTION

Suivant l'adoption de l'ordre du jour, le maire demande aux personnes présentes dans l'assistance si elles ont des questions à soumettre aux membres du conseil portant uniquement sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Le 9 avril 2025

PÉRIODE RÉSERVÉE AUX ÉLU(E)S

Les élu(e)s qui le désirent sont invités, par le président de l'assemblée, à intervenir selon l'ordre correspondant à leur district.

District #1 : Priscilla Lamontagne : Politique et plan d'action Municipalité amie des aînés (MADA) : 5 mai.
District #2 : Claire Wallot : Corvée de nettoyage : 27 avril.
District #3 : Line Surprenant : Aucune intervention.
District #4 : Francis Limoges : Consultation publique plan d'urbanisme : 23 avril.
District #5 : Marc-André Daoust : Ateliers d'un jour : Encore quelques places.
District #6 : Julie Pelletier : Aucune intervention.
District #7 : Alex Brisebois-Proulx : Aucune intervention.
District #8 : Loïc Boyer : Vente communautaire : 3 mai.

La période d'intervention étant terminée, le maire demande la lecture d'un premier point à l'ordre du jour.

2025-04-095

PROCÈS-VERBAL - ADOPTION

Il est proposé par la conseillère Claire Wallot et résolu unanimement

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 mars 2025 tel que soumis.

ADOPTÉE

2025-04-096

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA CIRCULATION ET DE LA MOBILITÉ ET APPROBATION DES RECOMMANDATIONS

CONSIDÉRANT QUE la Commission de la circulation et de la mobilité a tenu une rencontre le 26 mars 2025 ;

En conséquence :

Il est proposé par la conseillère Line Surprenant et résolu unanimement

De déposer le rapport de la Commission et d'approuver les recommandations.

ADOPTÉE

Le 9 avril 2025

2025-04-097

*DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET
APPROBATION DE LA RECOMMANDATION*

CONSIDÉRANT QUE la Commission des finances et de l'administration publique a tenu une rencontre le 3 avril 2025 ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Loïc Boyer
et résolu unanimement*

De déposer le rapport de la Commission et d'approuver la recommandation.

ADOPTÉE

2025-04-098

*DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES
LOISIRS, DE LA CULTURE ET DE LA VIE
COMMUNAUTAIRE*

CONSIDÉRANT QUE la Commission des loisirs, de la culture et de la vie communautaire a tenu une rencontre le 20 mars 2025 ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Alex Brisebois-Proulx
et résolu unanimement*

De déposer le rapport de la Commission.

ADOPTÉE

2025-04-099

*DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES
TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES TECHNIQUES*

CONSIDÉRANT QUE la Commission des travaux publics et des services techniques a tenu une rencontre le 26 mars 2025 ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Francis Limoges
et résolu unanimement*

De déposer le rapport de la Commission.

ADOPTÉE

2025-04-100

RÈGLEMENT NUMÉRO 719 RÉGISSANT LA TENUE DES
VENTES-DÉBARRAS - ADOPTION

CONSIDÉRANT QUE la Ville souhaite mettre à jour sa réglementation en matière de ventes-débarras (ventes de garage) ;

En conséquence :

*Il est proposé par la conseillère Line Surprenant
et résolu unanimement*

D'adopter le Règlement numéro 719 régissant la tenue des ventes-débarras.

Il y a exemption de lecture puisque tous les élus ont reçu le projet de règlement plus de 72 heures avant la séance et qu'aucune modification n'a été réalisée au projet de règlement pour adoption finale.

ADOPTÉE

2025-04-101

APPROBATION DE LA DÉPENSE POUR LA
CONTINUATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DU
PROJET DE VERDISSEMENT « UNE TRAME BLEUE-
VERTE RÉSILIENTE » AU PROGRAMME OASIS PAR LA
FIRME « LES ATELIERS UBLO »

CONSIDÉRANT QUE le programme OASIS, lancé en 2022 par le MELCCFP (Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs), vise à soutenir les projets destinés à renforcer la résilience des villes face aux impacts des changements climatiques et que ce programme est ouvert jusqu'au 31 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a reçu un soutien financier de 1 009 699 \$ dans le cadre du programme OASIS pour son projet de verdissement, intitulé « Une trame bleue-verte résiliente » visant à atténuer les effets des vagues de chaleur et des pluies torrentielles ;

CONSIDÉRANT QUE ce projet s'inscrit dans le cadre du Volet 1 du programme OASIS ;

CONSIDÉRANT QUE la firme « Les Ateliers Ublo » a été mandatée pour accompagner la Ville dans la gestion du projet d'avril à décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT QUE des heures supplémentaires sont nécessaires pour assurer la coordination et la gestion des prochaines étapes du projet jusqu'à la fin du mois de juin 2025 ;

CONSIDÉRANT QUE le travail effectué par la firme « Les Ateliers Ublo » est essentiel pour la soumission de la demande de subvention pour le volet 2 du programme OASIS, le soutien à la conception de l'appel d'offres pour les plans et devis ainsi que la conception du plan de communication pour le déploiement de l'activité D.4 du volet 1 ;

Le 9 avril 2025

CONSIDÉRANT QUE l'offre de services professionnels soumise par la firme « Les Ateliers Ublo » pour ces activités s'élève à 29 219 \$ (avant taxes), dont 15 164,60 \$ (plus taxes) sont admissibles à la participation financière du programme OASIS comme stipulé à la résolution #2024-06-156 ;

En conséquence :

Il est proposé par la conseillère Claire Wallot
et résolu unanimement

D'approuver la dépense de 29 219 \$ (avant taxes) pour la poursuite de l'accompagnement du projet de verdissement « Une trame bleue-verte résiliente » par la firme « Les Ateliers Ublo », comprenant les étapes suivantes :

- Demande de subvention au volet 2 du programme OASIS;
- Support à la conception d'appel d'offres pour plans et devis;
- Conception du plan de communication pour l'activité D.4.

D'approuver que sur ce montant total, la somme de 14 054,40 \$ plus taxes soit aux frais de la Ville.

D'autoriser le financement de cette dépense à même le budget d'opération (poste budgétaire #02-470-00-419).

Certificat de disponibilité de crédit:

Je certifie que les fonds nécessaires pour effectuer cette dépense sont disponibles et qu'ils seront pris à même le budget d'opération (poste budgétaire # 02-470-00-419).

Caroline Lajeunesse, trésorière

ADOPTÉE

2025-04-102

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE - PROPRIÉTÉ
SITUÉE AU 29, 6E AVENUE

Le maire explique la nature et les effets de cette dérogation mineure et demande à l'assistance si quelqu'un désire se prononcer sur cette demande.

Personne ne se prononce sur la demande de dérogation mineure.

Décision

CONSIDÉRANT QU'en date du 18 mars 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont étudié une demande de dérogation mineure qui vise à permettre la réduction des marges avant, latérale gauche et latérales totales du bâtiment principal à 5,86 mètres, 1,39 mètres et 4,26 mètres, au lieu du 6 mètres, du 1,5 mètres et du 5 mètres respectivement prévus à la grille des spécifications de la zone H-762 de l'annexe 2 du règlement de zonage numéro 1400 ;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure ne se situe pas dans un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité ou de santé publique, de protection de l'environnement ou de bien-être général ;

Le 9 avril 2025

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure respecte les objectifs du plan d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement de zonage cause un préjudice sérieux au demandeur ;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure ne porterait pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins ;

En conséquence :

Il est proposé par la conseillère Claire Wallot et résolu unanimement

D'accepter la demande de dérogation mineure permettant la réduction des marges avant, latérale gauche et latérales totales du bâtiment principal à 5,86 mètres, 1,39 mètre et 4,26 mètres, respectivement.

ADOPTÉE

2025-04-103

DEMANDES DE PIIA

CONSIDÉRANT QU'en date du 18 mars 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont étudié des demandes présentées dans le cadre du Règlement 506 de plans d'implantation et d'intégration architecturale ;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité consultatif d'urbanisme concernant lesdites demandes ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Marc-André Daoust et résolu unanimement

D'accepter les plans dont la liste est jointe à la présente résolution pour en faire partie intégrante, à savoir:

Demande de PIIA numéro 2025-0009 – 107-2949, boul. des Promenades – Résolution du CCU 2025-03-12

D'accepter la demande de PIIA, après correction du français, pour permettre l'installation de deux enseignes pour le commerce « Fusion Boba ».

Demande de PIIA numéro 2025-0010 – 3064, rue Florent – Résolution du CCU 2025-03-13

D'accepter la demande de PIIA pour permettre l'agrandissement du bâtiment principal pour l'aménagement d'un logement supplémentaire, selon la condition suivante :

- Que la pente de toit de l'agrandissement proposé soit similaire à celle de la portion existante du bâtiment.*

Demande de PIIA numéro 2025-0012 – 3090, rue des Bourrasques – Résolution du CCU 2025-03-14

D'accepter la demande de PIIA, telle que soumise, pour permettre l'agrandissement du bâtiment principal en cour latérale droite de la propriété.

ADOPTÉE

Le 9 avril 2025

2025-04-104

FORMATION DU COMITÉ POUR L'ÉLABORATION
D'UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DU PLAN D'ACTION Y AFFÉRENT

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac s'engage à promouvoir un développement durable, prenant en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques pour le bien-être de la collectivité ;

CONSIDÉRANT QUE l'élaboration d'une politique de développement durable est essentielle pour guider les actions de la Ville et assurer une gestion responsable des ressources ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en place un plan d'action afin de définir des objectifs concrets, mesurables et réalisables dans le cadre du développement durable ;

CONSIDÉRANT QU'il est pertinent de créer un comité interdisciplinaire regroupant des élus, des citoyens et des employés municipaux pour travailler à l'élaboration de cette politique et du plan d'action qui en découlera ;

CONSIDÉRANT QUE les membres suivants sont proposés pour faire partie de ce comité en raison de leurs compétences et de leur implication dans les domaines pertinents au développement durable :

- Priscilla Lamontagne, conseillère municipale
- Claire Wallot, conseillère municipale
- Alex Brisebois-Proulx, conseiller municipal
- Caroline Lachance, citoyenne
- Hugo Jabbour, citoyen
- Jérémie Bouchard-Couture, coordonnateur eaux et assainissement
- Stéphanie Bélisle, directrice générale
- Mélanie Carrier, conseillère en environnement

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Francis Limoges
et résolu unanimement

QU'un comité soit formé pour l'élaboration d'une politique de développement durable et du plan d'action y afférent, composé des membres susmentionnés.

QUE le comité se réunira régulièrement afin de définir les priorités, les objectifs et les actions nécessaires pour assurer une approche durable du développement de la ville.

ADOPTÉE

2025-04-105

AIDES FINANCIÈRES

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac tient à soutenir la communauté en venant en aide aux différents organismes de la région tant au niveau culturel, sportif que communautaire ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Alex Brisebois-Proulx
et résolu unanimement

Le 9 avril 2025

D'accorder une aide financière aux organismes suivants :

- *Club de pétanque - Les amis de Sainte-Marthe-sur-le-Lac - Soutien financier: 600 \$;*
- *Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Deux-Montagnes - Rentrée Carrefour: 250 \$.*

Certificat de disponibilité de crédit:

Je certifie que les fonds nécessaires pour effectuer cette dépense sont disponibles et qu'ils seront pris à même le budget d'opération (poste budgétaire #02-110-00-699)

Caroline Lajeunesse, trésorière

ADOPTÉE

2025-04-106

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES –
PLANIFICATION DES BESOINS D'ESPACE**

CONSIDÉRANT QUE la communication transmise par le Centre de services scolaire des Mille-Îles, datée du 10 mars dernier, présentait les prévisions de clientèle ajustées en lien avec les projets domiciliaires projetés sur le territoire de Sainte-Marthe-sur-le-Lac ;

CONSIDÉRANT QUE cette communication requérait que la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac approuve ou réfute la planification projetée des besoins d'espace scolaire soumise par le Centre de services scolaire des Mille-Îles ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac adoptera prochainement un nouveau Plan d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT QUE le processus de cette refonte règlementaire et de ce nouveau Plan d'urbanisme à venir a mené à une réflexion quant à l'aménagement de notre territoire et aux besoins futurs de la Ville ;

CONSIDÉRANT QUE, suivant l'adoption du nouveau Plan, la Ville devra potentiellement revoir ses projections démographiques des données concernant les pronostics et prévisions d'accroissement ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Marc-André Daoust
et résolu unanimement*

De refuser les prévisions de clientèles projetées telles que proposées par le Centre de services scolaire des Mille-Îles.

ADOPTÉE

Le 9 avril 2025

MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT D'EMPRUNT
NUMÉRO 712 - AUGMENTATION DU MONTANT DE
LA DÉPENSE

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire d'amender le règlement 712 suite à des dépassements de coûts ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-Lac a décrété, par le biais du règlement numéro 712, une dépense de 9 900 000 \$ et un emprunt de 9 900 000 \$ pour l'agrandissement et la réorganisation du centre communautaire (centre de rassemblement mesures d'urgence) ;

En conséquence :

Il est proposé par la conseillère Line Surprenant et résolu unanimement

QUE le titre du règlement numéro 712 est remplacé par le suivant : « Règlement numéro 712 - Règlement d'emprunt décrétant des dépenses de 10 500 000 \$ et un emprunt de 9 900 000 \$ pour l'agrandissement et la réorganisation du centre communautaire (centre de rassemblement mesures d'urgence) » ;

QUE le premier « CONSIDÉRANT » du règlement numéro 712 est remplacé par le suivant : « CONSIDÉRANT QU'une contribution financière en vertu du Programme de la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ) 2019-2024 confirmée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 10 février 2023, au numéro de dossier 117015 est accordée à la municipalité pour la réalisation des travaux, laquelle aide financière totale maximale est établie à 7 672 874 \$, laquelle fait partie intégrante du présent règlement comme annexe » ;

QUE l'article 2 du règlement numéro 712 est remplacé par le suivant : « Le conseil est autorisé à effectuer des travaux d'agrandissement et rénovation du centre communautaire selon la soumission de « Groupe Piché » déposée dans le cadre de l'appel d'offres numéro SP-2024-002, en date du 5 mars 2024 (annexe « A »), ainsi que pour d'autres coûts directs selon l'estimation de la Classe D (annexe « B ») incluant les frais, les taxes nettes et les imprévus, tel qu'il appert de l'estimation détaillée préparée par la trésorière de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, en date du 2 avril 2025 (annexe « C ») lesquels font partie intégrante du présent règlement.

QUE l'article 3 du règlement numéro 712 est remplacé par le suivant : « Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 10 500 000 \$ aux fins du présent règlement. » ;

QUE l'article 4 du règlement numéro 712 est remplacé par le suivant : « Aux fins d'acquitter les dépenses décrétées par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 9 900 000 \$ sur une période de 20 ans et à affecter la somme de 600 000 \$ à la portion comptant provenant de la contribution financière en vertu du Programme de la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ) 2019-2024. » ;

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution soit transmise au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

ADOPTÉE

2025-04-108

SÉANCE DU CONSEIL DE NOVEMBRE 2025 - REPORT
DE DATE

CONSIDÉRANT la tenue des élections municipales le dimanche 2 novembre prochain ;

CONSIDÉRANT le travail post-électoral qu'il y aura à faire par l'administration dans les jours qui suivent la date du scrutin du 2 novembre, notamment par la production de divers rapports pour le Directeur général des élections du Québec (DGEQ), selon les exigences prévues à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, c. E-2,2) ;

CONSIDÉRANT QUE la date actuellement prévue pour la séance ordinaire du conseil pour le mois de novembre est le mercredi 12 novembre, soit 10 jours calendrier après le scrutin du 2 novembre ;

CONSIDÉRANT QUE ce délai très court ne donnera pas le temps nécessaire à l'administration pour la préparation de la séance mensuelle du mois de novembre ;

CONSIDÉRANT enfin que les membres du nouveau conseil ne pourront possiblement être tous proclamés élus et assermentés de façon réaliste avant le début de la semaine du 10 novembre ;

En conséquence :

*Il est proposé par la conseillère Priscilla Lamontagne
et résolu unanimement*

De reporter la date de la séance ordinaire du conseil du mois de novembre au mercredi 19 novembre 2025.

De publier l'avis public à cette fin, conformément à ce que prévoit l'article 320 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

ADOPTÉE

2025-04-109

CANDIDATE À LA PROFESSION INGÉNIEUR (CPI) -
EMBAUCHE DE MADAME SANDRINE LAPOINTE

CONSIDÉRANT la création du poste de candidat à la profession ingénieur (CPI) ;

CONSIDÉRANT le processus de dotation effectué et les qualifications professionnelles de madame Sandrine Lapointe ;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité de sélection ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Francis Limoges
et résolu unanimement*

De procéder à l'embauche de madame Sandrine Lapointe au poste de candidate à la profession ingénieur aux Services techniques et de l'ingénierie, poste de cadre régulier à temps complet, et ce, à compter du 5 mai 2025, le tout sous réserve de la période de probation de 6 mois.

Le 9 avril 2025

D'autoriser le maire et la directrice générale à signer, pour et au nom de la Ville, le contrat de travail de l'employée.

De procéder à la mise à jour de l'organigramme de la Ville et de celle des Services techniques et de l'ingénierie.

ADOPTÉE

2025-04-110

RESPONSABLE À L'APPROVISIONNEMENT -
EMBAUCHE DE MADAME CORRINE LORTHIOS

CONSIDÉRANT la vacance du poste de responsable à l'approvisionnement ;

CONSIDÉRANT le processus de dotation effectué et les qualifications professionnelles de madame Corrine Lorthios ;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité de sélection ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Loïc Boyer
et résolu unanimement*

De procéder à l'embauche de madame Corrine Lorthios au poste de responsable à l'approvisionnement au Service du greffe et des affaires juridiques, poste de cadre régulier à temps complet, et ce à compter du 5 mai 2025. Le tout sous réserve de la période de probation de 6 mois.

D'autoriser le maire et la directrice générale à signer, pour et au nom de la Ville, le contrat de travail de l'employée.

De procéder à la mise à jour de l'organigramme de la Ville et de celle du Service du greffe et des affaires juridiques.

ADOPTÉE

2025-04-111

JOURNALIER-CHAUFFEUR - NOMINATION DE
MONSIEUR ÉRIC FRANCOEUR

CONSIDÉRANT la vacance du poste de journalier-chauffeur ;

CONSIDÉRANT QUE le processus de dotation fut complété et que monsieur Éric Francoeur possède les qualifications professionnelles requises ;

CONSIDÉRANT la recommandation de monsieur Xavier LeBlanc, directeur au Service des travaux publics et de l'hygiène du milieu ;

En conséquence :

*Il est proposé par la conseillère Line Surprenant
et résolu unanimement*

Le 9 avril 2025

D'entériner la nomination de monsieur Éric Francoeur au poste de journalier – chauffeur, poste régulier à temps complet, à compter du 14 avril 2025, le tout conformément à la convention collective de travail des cols bleus du Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1962 (FTQ).

ADOPTÉE

2025-04-112

*PRÉPOSÉ ÉGOUTS ET AQUEDUC - NOMINATION DE
MONSIEUR CHRISTOPHE BÉLANGER*

CONSIDÉRANT la vacance du poste de préposé égouts et aqueduc ;

CONSIDÉRANT QUE le processus de dotation fut complété et que monsieur Christophe Bélanger possède les qualifications professionnelles requises ;

CONSIDÉRANT la recommandation de monsieur Xavier LeBlanc, directeur au Service des travaux publics et de l'hygiène du milieu ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Francis Limoges
et résolu unanimement*

D'entériner la nomination de monsieur Christophe Bélanger au poste de préposé égouts et aqueduc, poste régulier à temps complet, à compter du 14 avril 2025, le tout conformément à la convention collective de travail des cols bleus du Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1962 (FTQ).

ADOPTÉE

2025-04-113

*OCTROI DE PERMANENCE –
MADAME KARINE LANTHIER AU POSTE DE
COORDONNATRICE AU SERVICE DES TRAVAUX
PUBLICS ET DE L'HYGIÈNE DU MILIEU*

CONSIDÉRANT QU'en date du 7 octobre 2024, la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac procédait à l'embauche de madame Karine Lanthier à titre de coordonnatrice au Service des travaux publics et de l'hygiène du milieu, résolution numéro 2024-10-271 ;

CONSIDÉRANT la recommandation de monsieur Xavier Leblanc, directeur au Service des travaux publics et de l'hygiène du milieu ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Marc-André Daoust
et résolu unanimement*

D'accorder la permanence d'emploi à madame Karine Lanthier au poste de coordonnatrice au Service des travaux publics et de l'hygiène du milieu, poste de cadre régulier à temps complet et ce, rétroactivement à la date du 7 avril 2025.

ADOPTÉE

Le 9 avril 2025

2025-04-114

SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE,
SECTION LOCALE 1962 (FTQ) - LETTRE D'ENTENTE
2025-01 & 2025-02 - AUTORISATION DE SIGNATURE

CONSIDÉRANT QUE les parties se sont entendues concernant les modifications proposées dans les lettres d'entente 2025-01 et 2025-02 à la convention collective ;

*En conséquence :
Il est proposé par la conseillère Claire Wallot
et résolu unanimement*

D'autoriser le maire et la directrice générale, à signer, pour et au nom de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, les lettres d'entente numéros 2025-01 & 2025-02 intervenues entre le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1962 (FTQ) et la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

ADOPTÉE

2025-04-115

LISTE DES COMPTES À PAYER - ADOPTION

*Il est proposé par le conseiller Loïc Boyer
et résolu unanimement*

D'adopter les listes des comptes à payer en date du 9 avril 2025 :

Registre des chèques émis (mois précédent) – fonds d'administration totalisant la somme de 246 587,59 \$;

Liste des paiements effectués par transferts bancaires totalisant la somme de 756 922,77 \$;

Liste des comptes à payer – fonds d'administration totalisant la somme de :

*Chèques : 167 975,00 \$;
Paiement direct : 1 869 839,75 \$.*

De plus, que la trésorière soit autorisée à effectuer le paiement des sommes dues à ces fournisseurs.

ADOPTÉE

2025-04-116

RÉSOLUTION DE CONCORDANCE ET DE COURTE
ÉCHÉANCE RELATIVEMENT À UN EMPRUNT PAR
OBLIGATIONS AU MONTANT DE 4 231 000 \$ QUI
SERA RÉALISÉ LE 5 MAI 2025

CONSIDÉRANT QUE, conformément aux règlements d'emprunts suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant total de 4 231 000 \$ qui sera réalisé le 5 mai 2025, réparti comme suit :

Règlements d'emprunts #	Pour un montant de \$
652	748 000 \$
712	2 345 000 \$
712	1 138 000 \$

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier les règlements d'emprunts en conséquence ;

CONSIDÉRANT QUE, conformément au 1^{er} alinéa de l'article 2 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux (RLRQ, chapitre D-7), pour les fins de cette émission d'obligations et pour le règlement d'emprunt numéro 712, la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac souhaite émettre pour un terme plus court que celui originellement fixé à ces règlements ;

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Loïc Boyer
et résolu unanimement*

QUE les règlements d'emprunts indiqués au 1^{er} alinéa du préambule soient financés par obligations, conformément à ce qui suit :

- 1. les obligations, soit une obligation par échéance, seront datées du 5 mai 2025 ;*
- 2. les intérêts seront payables semi-annuellement, le 5 mai et le 5 novembre de chaque année ;*
- 3. les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (RLRQ, chapitre D-7) ;*
- 4. les obligations seront immatriculées au nom de Service de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) et seront déposées auprès de CDS ;*
- 5. CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents ;*
- 6. CDS procédera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise la trésorière à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits préautorisés destiné aux entreprises »;*
- 7. CDS effectuera les paiements de capital et d'intérêts aux adhérents par des transferts électroniques de fonds et, à cette fin, CDS prélèvera directement les sommes requises dans le compte suivant :*

*C.D. DE ST-EUSTACHE-DEUX-MONTAGNES
575 BOUL ARTHUR-SAUVE 1^{ER} ETAGE
ST-EUSTACHE, QC
J7P 4X5*

- 8. Que les obligations soient signées par le maire et la trésorière. La Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, tel que permis par la Loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.*

QUE, en ce qui concerne les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2031 et suivantes, le terme prévu dans le règlement d'emprunt numéro 712 soit plus court que celui originellement fixé, c'est-à-dire pour un terme de **cinq (5) ans** (à compter du 5 mai 2025), au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt;

ADOPTÉE

2025-04-117

ACHAT, LIVRAISON ET INSTALLATION DE MOBILIER -
CENTRE COMMUNAUTAIRE - INV-2025-009 - OCTROI
DU CONTRAT

CONSIDÉRANT l'appel d'offres sur invitation nommé «Achat, livraison et installation de mobilier – Centre communautaire» INV-2025-009 auprès de trois entreprises ;

CONSIDÉRANT l'ouverture et l'analyse des soumissions qui ont eu lieu le mardi 8 avril 2025 et qui se lit comme suit :

Entreprises	Montant de la soumission incluant les taxes	Conforme
Équipement de Bureau Robert Légaré	97 613, 44 \$	Oui
Concept Bureau	99 537,27 \$	Oui
Équipement de Bureau Joliette	101 374, 61 \$	Oui

CONSIDÉRANT la recommandation de madame Stéphanie Croteau, directrice du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire d'octroyer ledit contrat à l'entreprise « Robert Légaré Équipement » et ce, conformément au « règlement de gestion contractuelle » en vigueur ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Francis Limoges
et résolu unanimement

D'octroyer le contrat INV-2025-009 pour « Achat, livraison et installation de mobilier – Centre communautaire » à l'entreprise « Robert Légaré Équipement » pour un montant de 97 613,44 \$ incluant les taxes.

Certificat de disponibilité de crédit:

Je certifie que les fonds nécessaires pour effectuer cette dépense sont disponibles et qu'ils seront pris à même le règlement d'emprunt - Centre communautaire.

Caroline Lajeunesse, trésorière

ADOPTÉE

Le 9 avril 2025

CONSIDÉRANT QUE la Politique d'aide financière et de soutien à la pratique sportive prévoit des modalités visant à soutenir les jeunes athlètes d'élite sportive marthelacquois dans le cadre de compétitions québécoises, canadiennes et internationales et que des sommes sont prévues au budget 2025 à cet effet ;

CONSIDÉRANT les réalisations sportives de plusieurs jeunes athlètes marthelacquois ;

CONSIDÉRANT QUE ces jeunes athlètes d'élite sportive ont soumis un dossier de demande de soutien complet et que tous les critères d'admissibilité sont respectés ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Alex Brisebois-Proulx et résolu unanimement

QUE le Conseil municipal accorde une aide financière aux athlètes d'élite sportive suivants :

- Noémie Rolland – Patinage artistique – Niveau international : participation au Junior Grand Prix of Figure skating Gdansk en Pologne, en septembre 2024 – Elle est reconnue comme athlète Relève de sa fédération sportive – 600 \$ et 75 \$ pour son statut d'athlète Relève
- Arielle Dagenais-Côté – Patinage synchronisé – Niveau provincial : participation au Synchro Series #3 2025 Synchrofest Invitational à Oakville, Ontario, en février 2025 – 150 \$

Certificat de disponibilité de crédit:

Je certifie que les fonds nécessaires pour effectuer cette dépense sont disponibles et qu'ils seront pris à même le budget d'opération (poste budgétaire # 02-701-90-699).

Caroline Lajeunesse, trésorière

ADOPTÉE

MAISON DES JEUNES DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC – SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE – USAGE DU CHALET MUNICIPAL

CONSIDÉRANT QUE la Maison des jeunes de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est un organisme à but non lucratif dûment constitué depuis le 15 juin 2022 et que cet organisme travaille sans relâche afin d'offrir des activités à leur clientèle jeunesse ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac possède des locaux qui peuvent répondre aux besoins de la Maison des jeunes et ainsi offrir un lieu de rassemblement à ses jeunes citoyens ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de signer un protocole d'entente avec la Maison des jeunes de Sainte-Marthe-sur-le-Lac pour le prêt du chalet du parc municipal situé au 3100, rue Laurin afin que l'organisme puisse y tenir ses activités ;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'un organisme reconnu en vertu de la Politique de reconnaissance des organismes communautaires la Ville ;

En conséquence :

*Il est proposé par la conseillère Priscilla Lamontagne
et résolu unanimement*

*D'autoriser la directrice générale à signer, pour et au nom de la Ville, un protocole
d'entente à intervenir entre la Maison des jeunes de Sainte-Marthe-sur-le-Lac et la
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac relativement au prêt du chalet du parc municipal.*

ADOPTÉE

2025-04-120

PLAN D'ACTION EN SÉCURITÉ URBAINE - ADOPTION

*CONSIDÉRANT QUE la Ville a mis sur un pied un comité de pilotage pour la démarche
Sécurité et prévention de la criminalité et que ses mandats lui ont été attribués par
résolution du conseil portant le numéro 2024-05-136 ;*

*CONSIDÉRANT QUE la Ville, en collaboration avec la Régie de police du Lac des
Deux-Montagnes a réalisé un portrait de la criminalité sur son territoire ainsi qu'une
consultation des citoyens dans le but d'identifier les principales préoccupations des
citoyens en matière de sécurité et de prévention de la criminalité sur son territoire ;*

*CONSIDÉRANT QUE la volonté de la Ville est de mettre de l'avant les conditions
favorables au maintien d'un bas taux de criminalité sur son territoire ;*

*CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de créer un comité de suivi du plan d'action pour toute
la durée de celui-ci et de nommer les membres qui y siègeront ;*

En conséquence :

*Il est proposé par la conseillère Line Surprenant
et résolu unanimement*

*D'adopter le plan d'action en sécurité urbaine 2025-2027 tel que présenté par le
comité de pilotage.*

*De nommer les personnes suivantes à titre de membre du Comité de suivi du
Plan d'action en sécurité urbaine 2025-2027 :*

- *Monsieur Francis Limoges, conseiller municipal du district 4*
- *Monsieur Loïc Boyer, conseiller municipal du district 8*
- *Madame Stéphanie Croteau, directrice du Service des loisirs, de la culture et
de la vie communautaire*
- *Monsieur Jean-Philippe Labbé, responsable Division relations avec la
communauté de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes*
- *Madame Claudia Desrosiers, coordonnatrice au développement des activités
et aux relations avec les partenaires de l'Écluse des Laurentides*
- *Madame Julie Charest, citoyenne*
- *Madame Nadine Monsempo, citoyenne*
- *Monsieur Aoued Bettahar, citoyen*

ADOPTÉE

Le 9 avril 2025

2025-04-121

PLAN D'ACTION MUNICIPAL JEUNESSE 15-25 ANS -
ADOPTION

CONSIDÉRANT QUE la Ville a mis sur un pied un comité de pilotage pour la démarche Jeunesse 15-25 ans et que ses mandats lui ont été attribués par résolution du conseil portant le numéro 2024-05-134 ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville a réalisé un portrait et une consultation des jeunes citoyens dans le but d'identifier les besoins des citoyens de 15-25 ans dans le cadre des sept thèmes figurant dans le cadre du plan d'action jeunesse 2021-2024 du Gouvernement du Québec ;

CONSIDÉRANT QUE la volonté de la Ville d'adapter ses structures, ses programmes et ses services, afin de favoriser le développement de l'autonomie ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de créer un comité de suivi du plan d'action pour toute la durée de celui-ci et de nommer les membres qui y siègeront ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Francis Limoges
et résolu unanimement

D'adopter le plan d'action Jeunesse 15-25 ans 2025-2027 tel que présenté par le comité de pilotage.

De nommer les personnes suivantes à titre de membre du Comité de suivi du Plan d'action Jeunesse 15-25 ans 2025-2027 :

- Madame Claire Wallot, conseillère municipale du district 2
- Madame Julie Pelletier, conseillère municipale du district 6
- Madame Stéphanie Croteau, directrice du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire
- Un surveillant de plateaux étudiant nommé par la direction du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire
- Madame Pascale Bellemare, répondante régionale en activité physique de la Direction de la santé publique des Laurentides
- Madame Brigitte Brisebois, directrice adjointe de l'École secondaire Liberté-Jeunesse
- Madame Claudia Rainville, directrice générale adjointe du Carrefour Jeunesse Emploi de la MRC Deux-Montagnes
- Madame Mélanie Richer, membre du conseil d'administration de la Maison des jeunes de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- Khadija Barbe, citoyenne
- Dorys Keita, citoyenne

ADOPTÉE

2025-04-122

POLITIQUE ET PLAN D'ACTION MUNICIPALITÉ AMIE
DES AÎNÉS - ADOPTION

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a complété la démarche Municipalité amie des aînés (MADA) ;

Le 9 avril 2025

CONSIDÉRANT QUE la Ville a mis sur un pied un comité de pilotage pour la démarche MADA et que ses mandats lui ont été attribués par résolution du conseil portant le numéro 2024-05-135 ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville a réalisé un portrait statistique des aînés, une recension des services destinés aux aînés ainsi qu'une consultation des citoyens aînés et des acteurs du milieu dans le but d'identifier les besoins des aînés dans les neuf principaux domaines de la vie de tous les jours ;

CONSIDÉRANT QUE la volonté de la Ville d'adapter ses structures, ses programmes et ses services, afin de favoriser le vieillissement actif et le maintien de l'autonomie de ses citoyens aînés, se traduit par l'élaboration d'un plan d'action en faveur des aînés ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de créer un comité de suivi du plan d'action pour toute la durée de celui-ci et de nommer les membres qui y siègeront ;

En conséquence :

Il est proposé par la conseillère Claire Wallot et résolu unanimement

D'adopter la politique et le plan d'action Municipalité amie des aînés 2025-2027 tel que présenté par le comité de pilotage.

De nommer les personnes suivantes à titre de membre du Comité de suivi de la Politique Municipalité amie des aînés :

- *Madame Priscilla Lamontagne, conseillère municipale du district 1 et responsable du dossier aînés*
- *Madame Line Surprenant, conseillère municipale du district 3*
- *Madame Stéphanie Croteau, directrice du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire*
- *Madame Pascale Bellemare, répondante régionale en activité physique de la Direction de la santé publique des Laurentides*
- *Madame Mélanie Lajoie, responsable des services administratifs et communautaires du Centre d'action bénévole Les Artisans de l'aide*
- *Madame Nicole Mercier, présidente du Cercle de fermières de Sainte-Marthe-sur-le-Lac*
- *Monsieur Clément Jolicoeur, membre des Chevaliers de Colomb, Conseil 9592*
- *Madame Marie-Ève Lussier, directrice des opérations de Bien chez soi*
- *Madame Diane Plourde, citoyenne*
- *Madame Hélène Prévost, citoyenne*

ADOPTÉE

2025-04-123

ACQUISITION DE DEUX (2) VÉHICULES TOYOTA COROLLA ANNÉE 2025 - INV-2025-008 -ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

CONSIDÉRANT l'appel d'offres sur invitation nommé «Acquisition de deux (2) véhicules Toyota Corolla année 2025» - INV-2025-008 lancé le 31 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'aucune soumission n'a été reçue à la date et l'heure de fermeture dudit appel d'offres ;

Le 9 avril 2025

En conséquence :

*Il est proposé par le conseiller Marc-André Daoust
et résolu unanimement*

D'annuler l'appel d'offres INV-2025-008.

ADOPTÉE

DÉPÔTS

Dépôt de la liste des dépenses par approbateurs - Mars 2025

Dépôt du rapport mensuel des permis de construction – Mars 2025

Dépôt du rapport concernant la valeur des constructions – Mars 2025

PÉRIODE D'INTERVENTION

*Les sujets à discuter étant épuisés, le maire demande aux personnes présentes dans
l'assistance si elles ont des questions à soumettre aux membres du conseil.*

La période de questions étant terminée, le maire demande la levée de la séance.

2025-04-124

LEVÉE DE LA SÉANCE

*Il est proposé par la conseillère Julie Pelletier
et résolu unanimement*

De lever la séance à 21 h 14.

ADOPTÉE

MAIRE

GREFFIER

Le 9 avril 2025